



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

# **Cycles de l'eau - Plan de Gestion de la Ressource en Eau Lez-Mosson - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Syble et la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) du Salet sur la restitution d'un débit supplémentaire à la source du Lez pour assurer la pérennité des usages aval existants - Période 2022-2024 - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) Lez-Mosson, adopté le 20 décembre 2018, a pour objectif de rétablir l'équilibre quantitatif sur le bassin versant amont du Lez, déficitaire durant la période estivale de juin à septembre à hauteur d'un volume estimé à 38 500 m<sup>3</sup>.

Dans le cadre de cette démarche, Montpellier Méditerranée Métropole a d'ores et déjà mis en œuvre deux mesures structurelles en faveur d'une meilleure alimentation en eau du Lez :

- Augmentation du débit restitué au droit de la source du Lez à hauteur de 230 l/s depuis le 10 août 2018, avec régime dérogatoire jusqu'à mise en service de la nouvelle usine de production d'eau VALEDEAU ;
- Arrêt des prélèvements pour l'alimentation en eau potable et abandon des forages de Pidoule et de Fescou à Montferrier-sur-Lez.

Une action complémentaire du PGRE préconise la restitution d'un débit supplémentaire moyen de 10 l/s durant les mois de juin, juillet et août pour satisfaire les besoins existants en aval de la source. Ils proviennent en majorité du besoin historique en eau pour l'irrigation des cultures de l'exploitation agricole « Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) du Salet », sise à Saint-Clément de Rivière.

Les services de l'Établissement public territorial de bassin (EPTB) Lez (SYBLE), de la Chambre d'agriculture, de la Régie des Eaux et de Montpellier Méditerranée Métropole ont échangé à plusieurs reprises sur les modalités techniques et réglementaires de l'application de cette mesure, pouvant impacter de manière non négligeable le service public d'eau potable en période d'étiage et de fort rabattement de la nappe karstique. Ces modalités ont été fixées dans la cadre d'une convention quadri-partite entre l'EPTB Lez, Régie des eaux, Montpellier Méditerranée Métropole et la SCEA du Salet, conclue à titre gratuit pour les années 2022-2023-2024.

Dans un souci de transparence des pratiques agricoles et pour assurer des déclenchements et arrêts coordonnés de la restitution supplémentaire, l'exploitant agricole s'engagera à :

- Communiquer les dates de démarrage et d'arrêt de son irrigation estivale ;
- Mettre à disposition ses registres de volumes mensuels prélevés dans le Lez ;
- Travailler à l'optimisation de son débit de pointe de prélèvement.

Outre l'organisation des échanges d'information et de données entre les parties, la convention prévoit la suspension temporaire de la restitution en cas de difficultés à assurer la satisfaction des besoins en eau potable.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de restitution d'un débit supplémentaire à la source du Lez établie pour la période 2022-2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183341-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention quadri partite restitution supplémentaire dans le lez

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.